I. I. U.
II
1304
L

N. IORGA

Dix ans de politique russe dans le Sud-Est de l'Europe (1870-1888)

BIBLIOTECA ACADEMIEI REPUBLICII POPULARE ROMÂNE

BUCAREST
1937

www.dacoromanica.ro

N. IORGA

BIBLIOTECA ... UNIVERSITARĂ
... IORGA
BIBLIOTE ...
Cota
Inventar 61714

Dix ans de politique russe dans le Sud-Est de l'Europe (1870-1888)

BIBLIOTECA ACADEMIEI REPUBLICII POPULARE ROMÂNE

BUCAREST
1937

www.dacoromanica.ro

II 1304 L

Extrait du
„Revue Historique du Sud-Est Européen"
n-os 10-12, 1937.

www.dacoromanica.ro

BIBLIOTECA ACADEMIEI REPUBLICII POPULARE ROMÂNE

Dix ans de politique russe dans le Sud-Est de l'Europe (1870-1888)

— d'après un ouvrage récent [1] —

Après les grands changements en Europe occidentale, permettant à la Russie de se dégager des restrictions imposées par le traité de Paris, une nouvelle période pouvait s'ouvrir pour son activité dans ce Sud-Est européen d'orthodoxie où survivaient les souvenirs, pas toujours favorables, des guerres entreprises par les Tzars pour „la délivrance de la chrétienté", et pour beaucoup des combattants d'alors, c'était un idéal poursuivi avec un sentiment de réelle et profonde sincérité.

Dans les possibilités de pénétration qui s'ouvraient pour Alexandre II, préoccupé de ces réformes agraires sur lesquelles s'arrête d'abord le récent historien anglais de cette période, de 1870 à 1880, d'un conflit séculaire pour Constantinople et la réfection de l'Empire byzantin, il y avait devant la diplomatie russe, en dehors des résistances „européennes", l'existence d'une Roumanie enfin unie, qui s'était donné une dynastie étrangère, de souche prussienne, avec Charles I-er, une Serbie qui venait de perdre son grand prince, créateur d'une puissante armée nationale, prête à combattre pour l'extension et l'indépendance de la patrie, un Monténégro où s'agitait l'esprit romantique inquiet du prince-poète aux aspirations épiques, Nikita, une Grèce, où le nouveau roi Georges se cherchait encore une orientation, le lendemain des grandes désillusions causées à son peuple par l'attitude des Grandes Puissances à son égard pendant la guerre de

[1] *Russia and the Balkans, 1870-1880*, by H. Sumner, Oxford 1937. L'auteur, admirablement informé, par l'emploi de l'inédit également, s'occupe aussi, abondamment, de la politique russe en Asie centrale ; p. 35 et suiv. Tout un long chapitre traite de l'histoire de l'alliance entre les trois empereurs ; p. 80 et suiv. Une excellente exposition de la situation de l'Empire Ottoman, sous tous les rapports ; p. 100 et suiv.

www.dacoromanica.ro

Crimée et une effervescence bulgare qui se manifestait par l'incessante formation des bandes d'invasion.

Le Tzar est décrit par M. Sumner [1] comme un esprit obstiné, mais sans vraie énergie, soumis aux suggestions de la routine, étroitement lié à ceux qui réussissaient à gagner, non sans difficulté, sa confiance, peu enclin aux visions romantiques et plutôt réaliste dans ses jugements. Il serait difficile d'accepter cette caractérisation : Alexandre II était une âme noble et chevaleresque, sensible aux sentiments les plus élevés et non sans ce penchant poétique d'où vinrent les difficultés de famille provoquées par une passion d'âge mûr. Il avait un sens très élevé de la grandeur de son Empire, dont il voulait venger les humiliations récentes. Et, enfin, dans ses réformes que rien n'avait préparées, ni dans l'état d'esprit de sa nation, ni dans le mouvement des idées en Occident, il témoigna d'une philanthropie éclairée qui lui fait le plus grand honneur. Dans l'oeuvre capitale de sa vie, il ne fut conduit par aucun ministre ou conseiller et d'autant moins par quelque membre de sa famille, aucun des grands ducs n'étant supérieur d'intelligence ou de tempérament au chef de la dynastie.

Son ministre des Affaires Étrangères, dont la carrière, commençant par une participation inférieure aux assises de la Sainte Alliance et par une opposition à cette politique de Nesselrode qui avait au moins des principes, de la conséquence et de l'honnêteté, nous est présenté, dans le livre dont partent ces considérations, comme un vieillard déjà fini, capable de se rendre ridicule par des bouffées de vanité, par des intrusions incompétentes et par des aventures avec des femmes de théâtre, et, de son antagonisme contre l'Autriche qui avait barré le chemin aux Russes en 1854, rien n'était resté qu'une tendance à la chicane, qui ne l'empêcha pas cependant, en 1877, de s'entendre avec l'ancienne rivale de sa patrie, quitte à se partager ces nations danubiennes et balcaniques pour la liberté desquelles la Russie se préparait à combattre. Étranger à toute idéologie, ce bonhomme à lunettes, caricature de Monsieur Thiers, ne pouvait pas donner dans les rêveries panslavistes d'un Katkov.

Rival de son chef, qu'il méprisait, Ignatiev, l'homme aux ripostes brusques et cinglantes, à l'ironie tranchante, qui escomptait l'effet

[1] P. 19.

www.dacoromanica.ro

de ses boutades plus que le résultat de son action diplomatique, était accoutumé — et on le tolérait par on ne comprend pas quelle faiblesse à son égard — à agir selon ses propres inspirations. Il méprisait les Turcs, qu'il croyait destinés à une prochaine catastrophe, mais il n'avait aucun sentiment pour les peuples „frères" auxquels il fallait nécessairement gagner la création ou le développement de l'État. La guerre de 1877-1878 fut son oeuvre presque exclusive. A côté de lui, on n'avait que de simples instruments à rédiger des notes, comme un Chouvalov[1]. Les mémoires laissés par le principal agent d'Ignatiev en Turquie, Nélidov, montrent la qualité de ces instruments d'une diplomatie qui réunissait trop souvent la naïveté à l'arrogance. A côté, Onou était un Roumain de Bessarabie.

L'armée était encore dirigée par les vieux stratèges malheureux, mais encore orgueilleux, de la guerre perdue contre l'Europe occidentale, de l'Allemand théoricien et poliorcète Todleben, auquel on recourait aux heures difficiles comme à un homme de science et d'expérience consommée, à l'étranger, d'origine française, Jomini, historien critique de cette guerre perdue. A côté des Russes pleins d'entrain et de confiance, garnisaires habitués aux campagnes de résistance, comme Gurko les représentants quelque peu donquichottesques d'un esprit d'assaut à tout risque, comme Skobéleff, le chevalier des équipées les plus téméraires. De la catégorie des mêmes esprits aventuriers, un Fadéyev, un Tchernaiev, qui accoururent ou voulurent accourir, dès le début, en Serbie, pour y faire un roi malgré lui dans la personne du jeune Milan I-er.

Dans Aksakov et dans l'historien Lamansky, qui rassemblait dans les Archives de l'Europe des documents pour la connaissance du développement des nations du Sud-Est européen, le panslavisme avait trouvé un puissant appui intellectuel.

Déjà la révolte en Bosnie et Herzégovine dont l'histoire est

[1] Dans la longue liste de diplomates, d'origine diverse, que donne M. Sumner, p. 25 et suiv., il n'y en a aucun auquel on puisse attribuer une physionomie définie. L'auteur témoigne d'une estime particulière pour Chouvalov, qui ne gagna jamais un succès politique par ses grandes qualités d'intelligence et ses talents d'homme du monde; il essaya vainement de donner une direction aux évènements sujets à des volontés et à des autorités plus fortes que la sienne.

www.dacoromanica.ro

reprise dans l'ouvrage de M. Sumner, avec des renseignements nouveaux, tirés de sources diplomatiques inédites, avait montré combien il était difficile de mettre d'accord pour l'attitude envers une Turquie à laquelle il fallait faire avaler des réformes contre ses intérêts, ces facteurs, si différents de tendances, qui étaient le chancelier austro-hongrois, le Magyar dévoué aux Habsbourg et avec un médiocre sentiment pour les intérêts de la nation à laquelle il appartenait, qu'était Andrassy, les cercles dirigeants de St.-Pétersbourg et la politique personnelle, cauteleuse à l'égard de toute immixtion viennoise, qui était celle d'Ignatiev, surtout après ce voyage triomphal de François-Joseph suivi par toute une flotte dans les eaux de l'Adriatique, du côté des Balcans, où il avait paru comme le César catholique d'une Byzance restaurée.

Jusque là on n'a à faire qu'aux actions opposées des deux diplomaties. Vienne est totalement dominée par Andrassy, et Ignatiev emploie St.-Pétersbourg. L'opinion russe n'a pas parlé; le Tzar, qui doit décider, ne s'occupe pas du procès; il ne veut pas travailler contre l'entente qu'il a avec François-Joseph. Or voilà qu'un envoyé du „comité international de secours pour les femmes et les enfants de Bosnie-Herzégovine", „encore un aventurier slave", sans passé et sans états de service, se présente à St.-Pétersbourg, Wesselitzky-Bojdarovich. Il est reçu avec éclat, non seulement par les chefs du panslavisme, mais aussi par Alexandre II et le Tzarévitch, par Gortchacov. Comme les métropolites serbe et monténégrin s'étaient placés à la tête des comités de secours, de larges dons vinrent de Russie[1]. Le chancelier commence à parler d'une autonomie possible pour ces deux provinces[2].

Le bruit que les Turcs, qui n'y pensaient guère, veulent attaquer le Monténégro provoque l'indignation du Tzar: „c'est un soufflet qu'on me donne", écrit-il à Gortchacov[3]. Alexandre II va jusqu'à proposer que les deux chanceliers se réunissent, à l'occasion de sa propre visite à Berlin, avec Bismarck pour s'occuper de l'affaire[4]. Ignatiev parle déjà d'une Herzégovine sous le prince Nicolas ou d'agrandissements pour ce pays, devenu

[1] Pp. 158-160.
[2] P. 161.
[3] *Ibid.*
[4] *Ibid.*

www.dacoromanica.ro

indépendant, et pour la Serbie[1]". Après avoir appris les faits de sang de Salonique, à Berlin une intervention des deux Cours intéressées fut admise, mais Vienne refusa l'État chrétien nouveau à créer dans les Balcans[2]. Bientôt, dans le „mémorandum de Berlin", il était question de l'éventualité de „mesures efficaces" contre la résistance de la Porte[3]. L'„Europe" devait agir dans ce sens; or l'Angleterre de Beaconsfield, refusant, fit avancer sa flotte dans les Détroits.

Ce qui n'empêcha pas, le 8 juillet, la conclusion du pacte austro-russe de Reichstadt. Après la déposition du Sultan Abdoul-Aziz, le signal de la révolte bulgare fut donné par les agents d'une Russie qui n'était plus celle de l'année passée; Ignatiev avait remporté la victoire, et l'opinion russe était chaleureusement favorable à l'action. Les massacres des insurgents par les bach-bouzouks turcs créèrent en Angleterre, qui avait résisté jusque là à la vague de romantisme chrétien, un fort courant anti-turc, tout nouveau. De leur côté, Milan et Nikita se laisseront proclamer princes pour chacun des deux pays en révolte.

L'„agrément" de Reichstadt[4], soigneusement analysé dans ses deux versions, car il n'y eut pas de convention établie, admettait que la Russie prenne la partie bessarabienne perdue après la guerre de Crimée et, dans le cas d'une défaite infligée aux Turcs par leurs vassaux, avec un agrandissement pour ces derniers, une rectification de frontière de ce côté était prévue pour l'Autriche-Hongrie elle-même, la Russie pouvant trouver des compensations en Asie. Dans le cas d'une liquidation de l'Empire Ottoman, Grecs, Serbes et Bulgares, peut-être même Albanais, auront ce qu'ils désirent, Constantinople devant rester cité „libre". Même vaincues, les deux principautés slaves n'auraient rien à perdre.

Milan ayant demandé, en août, si une entrée en guerre sera soutenue par la Russie, s'entendit dire : non, après que Vienne eût été consultée[5]. Le ministère nationaliste d'Ivan Ristitch dut donc se retirer. En octobre, les deux Puissances envoyèrent à Belgrade une note pour avertir que la Serbie belligérante ne

[1] P. 162.
[2] Pp. 163-164.
[3] P 164.
[4] P. 173 et suiv.
[5] P. 178.

www.dacoromanica.ro

doit compter sur aucun secours, mais le Tzar consentit à être le parrain de Milan, qui s'alliait à la fille d'un Bessarabien de famille moldave et ayant épousé une Roumaine. D'un côté, la Russie officielle marchait de pair avec sa rivale, devenue sa complice annexioniste, pour arrêter les velléités guerrières de la Serbie et, de l'autre, par le moyen du consul à Belgrade, où on était pour la rupture avec les Turcs, des encouragements officieux s'ajoutaient à la présence de Tchernaïev comme représentant de l'âme russe elle-même [1]. On s'était déjà entendu avec les Monténégrins pour l'action commune [2]. Personne n'aurait cru, à Belgrade ou à Cettinié, que l'Autriche-Hongrie, interprétant à sa manière les précisions de Reichstadt, pense à s'établir à demeure dans les Balcans et que la Russie, „soeur" et protectrice, la laissera faire.

A ce moment, l'enthousiasme panslaviste était arrivé en Russie au paroxysme. Même un gouvernement autocratique ne pouvait pas résister à cette formidable vague populaire. Le fils aîné, le frère du Tzar étaient gagnés.

Lorsque la faillite du concours non-officiel russe se produisit et Aksakov en fut dégoûté [3], le mouvement des esprits ne put plus être arrêté. Ainsi que le montre l'auteur anglais, on dut se refaire sur d'autres „frères", les Bulgares, tout désignés par leurs souffrances. Les Serbes durent se contenter de s'être vu accorder dès le mois d'août un armistice après leur défaite. Alexandre II déclarait que, tout en voulant maintenir la paix, il est prêt, le cas échéant, à défendre l'honneur du pays.

Lorsque l'empereur Guillaume envoya Manteuffel aux manoeuvres de Varsovie pour chercher à arrêter les Russes, — ainsi que le désirait le maître à Berlin, qui était Bismarck, — la présomption que l'Allemagne laissera faire la Russie, ainsi que paraissait le dire la lettre apportée par l'émissaire, encouragera Alexandre II, qui était déjà sur la voie de la guerre. La réponse donnée au parent de Berlin était assez nette : „Moins que personne

---

[1] Pp. 178-180, 182-184.

[2] Sur la valeur de la participation militaire des officiers et volontaires serbes, p. 190, note 4. Sur les auxiliaires de Tchernaïev aussi. Celui-ci, forcé de partir, alla se faire fêter à Prague ; pp. 191-192.

[3] P. 193.

www.dacoromanica.ro

je puis être indifférent à ce qui se passe en Orient". Et Alexandre parlait de l'éventualité „d'une action particulière et séparée", espérant „le puissant concours de l'Allemagne" [1]. *Déjà Andrassy avait communiqué à Bismarck l'accord de Reichstadt* [2]. Guillaume allait jusqu'à assurer Alexandre d'une neutralité dans n'importe quelle conjoncture.

Un émissaire russe alla sonder Andrassy, mais le Tzar ajouta sa missive à François-Joseph, dans laquelle était indiqué comme motif d'une action qu'on n'avait pas envisagée à Reichstadt le nouveau changement intervenu à Constantinople par le remplacement du Sultan Mourad et la chute du tout-puissant Vizir Midhat ; *le monarque austro-hongrois était assuré —, et c'est ce qu'on désirait à Vienne —, qu'il n'y aura pas de Grande Serbie* [3]. Mais un élément nouveau vint s'ajouter: les propositions de faire occuper la Bosnie par les Austro-Hongrois, la Bulgarie par les Russes, les Puissances intervenant devant Constantinople avec leurs flottes pour „la protection des chrétiens" [4]. Ici transparaît un autre voeu du Tzar: *gagner la partie non seulement d'accord avec la Puissance rivale, mais au nom de cette Europe même.* François-Joseph paraissait disposé à fléchir, mais *Andrassy, invoquant les clauses du pacte, n'admettait pas les Russes dans les Balcans bulgares non plus* [5]. L'empereur lui-même dut refuser, ajoutant qu'il ne consent pas non plus à une autonomie pour la Bosnie-Herzégovine. L'action commune était renvoyée au moment où les Turcs, refusant aussi les conditions anglaises, seront sujets à l'excommunication majeure du monde chrétien. *Lui aussi transportait la question sur le plan européen. Mais il déclarait ne pas vouloir s'opposer à une offensive militaire russe tout en prenant la précaution d'une mobilisation partielle.*

En vain le Tzar, présentant la situation comme désespérée, insista-t-il sur la nécessité de définir les engagements avec son partenaire. On lui répondit qu'on est disposé à négocier une entente secrète, mais sans vouloir collaborer à la débâcle turque: *on voulait de fait avoir quelque chose, comme en 1788-1791, sans*

[1] P. 203.
[2] P. 204.
[3] P. 208.
[4] *Ibid.*
[5] Pp. 205-29.

www.dacoromanica.ro

rien risquer. C'était l'éternelle Autriche sous la forme de la Double Monarchie. Pendant ce temps, Ignatiev, accouru de Constantinople, croyait que, partageant entre Slaves les Balcans, on pourrait se passer de ce concours: et il voulait qu'on marche aussitôt vers le Danube [1]. Il reçut seulement les instructions de continuer les discussions entamées avec les Turcs jusqu'au moment où les résolutions dernières s'imposeront d'elles-mêmes (octobre): *ceux qui espéraient encore leurrer les Austro-Hongrois mettaient maintenant dans leur programme l'autonomie de la Bosnie et de l'Herzégovine, en y ajoutant celle de la Bulgarie* [2].

En ce moment, Milan, réduit aux abois, demandait et obtenait l'appui de la Russie pour un armistice qui le sauvait.

Il y avait alors deux diplomaties russes: celle du chancelier, qui entendait marcher de concert avec la Puissance rivale et avec l'assentiment de l'Allemagne au nom de l'Europe, et celle d'Ignatiev qui croyait pouvoir se passer de tout cela. Le Tzar, ayant reçu la réponse, si discrète et prudente, de Berlin, s'était déclaré pour la seconde de ces méthodes: „puisque l'Europe ne veut pas accomplir ce qu'elle reconnaît juste, humain et nécessaire, je suis décidé à le faire seul... J'ai le droit d'attendre qu'on me laisse agir, si l'on ne veut pas coopérer avec moi" [3]. Il ordonna de mobiliser (novembre), et, à Moscou, l'ancienne capitale, regardant l'Orient, dans ce centre du panslavisme, il déclarait publiquement que, si les discussions à la conférence de Constantinople, n'aboutissent pas, il saura sauver „l'honneur de la Russie"; d'autres démonstrations dans le même sens suivirent. On ira jusqu'à nommer le gouverneur pour la Bulgarie qu'on devait occuper: le prince Tcherkaski. On recevait officiellement les délégués des Bulgares, Balabanov et Tzankov: le Tzar leur parla, en décembre, comme il l'avait fait à Moscou [4], et il parlait encore une fois de l'honneur de son pays en approuvant le projet d'intervention militaire urgente présenté par son ministre de la guerre [5]. De son côté, Ignatiev était allé à Athènes pour négocier

[1] Pp. 211-213. Sur son opinion sur l'indifférence d'une Angleterre qui aurait passé de Beaconsfield à Gladstone, *ibid.*, p. 213.
[2] P. 215.
[3] P. 223.
[4] Pp. 252-253.
[5] Pp. 253-254.

www.dacoromanica.ro

ce qui devait revenir aux Grecs dans le partage de la Turquie [1].

Avec ceux qui représentaient les Puissances à la conférence où Ignatiev, qui savait ce qu'il veut, gagna bientôt le terrain avec sa proposition de créer une, fût ce même deux Bulgaries, et avec les instructions dont ils étaient munis, on pouvait s'attendre à un échec. Le coup de théâtre de la nouvelle Constitution turque après le refus d'une assemblée nationale turque d'accepter la solution devenue „européenne", leur épargna la complète faillite de leurs efforts, condamnés dès le début.

Gortchacov força Ignatiev à aller proposer aux Puissances un protocole à présenter aux Turcs, dans lequel l'émissaire de la paix avait mis autant qu'il avait pu de ses intentions belliqueuses. Mais, sans l'avertir, *le chancelier était arrivé enfin à conclure avec Andrassy la convention qui, sacrifiant la Bosnie et Herzégovine, permettait aux Russes d'agir pour „délivrer" la Bulgarie* [2]. On y était arrivé après de longs débats entre les deux chancelleries dont chacune s'évertuait à tromper l'autre. Entre la convention militaire et l'engagement politique il y eut des différences, dans le dernier l'Autriche-Hongrie considérant l'occupation de la Bosnie-Herzégovine comme un acte d'annexion. Vienne s'était bien gardée de promettre une action de ses troupes et Gortchacov n'avait pas voulu que l'entente ait l'air d'une compensation. Le représentant de la Russie à Vienne, Novicov, considérait les Slaves qui devaient échoir à la Puissance rivale comme peu dignes d'attention, étant ou bien Musulmans ou bien catholiques. Il s'était vu interdire toute présence des troupes russes, pendant la future guerre, en Serbie, qui, avec le Monténégro et le Sandchak de Novi-Bazar, devait rester en dehors des deux sphères de pénétration [3]. Comme Gortchacov, se rappelant l'infiltration habile des Autrichiens dans les Principautés, tenait à empêcher une pareille action de ses associés, *il avait fait stipuler dans la convention militaire que l'Autriche Hongrie ne fera pas avancer ses soldats en Roumanie.* De son côté, Andrassy, tout en accordant aux Russes le droit de se chercher des alliés dans les Balcans, n'admettait pas une prise de possessions du Danube et voulait

[1] P. 257.
[2] P. 275 et suiv.
[3] Pp. 280-282.

ACADEMIA REPUBLICII POPULARE ROMÂNE

www.dacoromanica.ro

imposer une clause pour l'évacuation finale de la Bulgarie [1], mais la rentrée en guerre des Serbes à côté des Russes ne devait être réalisée qu'avec la permission de l'Autriche-Hongrie. Il y avait aussi une entente verbale sur les changements de frontières dans les Balcans. Constantinople restait la „ville libre" et une Albanie était admise (18 mars). Ignatiev ne ramenait que ce protocole de Londres au nom des six Puissances, qui ne demandaient aux Turcs que la démobilisation et des réformes, conçues de la façon la plus générale, avec de vagues menaces si la Porte n'accepte pas ces demandes. L'Angleterre voulait aussi l'autre démobilisation.

Sur la question de l'armistice avec les Monténégrins Ignatiev sut glisser une clause qui devait rendre les Turcs, maintenant en plein élan de nationalisme, plus intraitables que jamais [2]. Gortchacov lui-même avait accepté la solution extrême [3].

Le nouvel ouvrage est particulièrement précieux pour les négociations avec la Roumanie, qui n'était pour Gortchacov — et pour Ignatiev aussi — qu'une partie intégrante de la Turquie, en dépit de la situation que lui avaient créée des conventions signées par la Russie aussi. Andrassy montrait ne pas avoir une autre conception de leur situation au point de vue international, puisqu'il parlait de la Bessarabie sans mentionner l'existence de l'État comme tel auquel elle appartenait ; la chancellerie russe s'en tenait au texte du traité de Paris, qui n'aurait pas parlé d'une rétrocession à la Moldavie et, comme la Moldavie s'était fondue, par l'union des Principautés, dans une nouvelle formation politique, il en résultait pour lui la nullité du changement de la frontière bessarabienne [4].

M. Sumner accorde une certaine importance aux prétendues négociations, qu'il nous révèle, avec le gouvernement turc, de cet Anglais Lakeman, établi et marié à Bucarest, qui était devenu,

---

[1] Pp. 277-278, 282. Cf. l'observation de l'auteur : „The provision in respect of Roumania was vital to Russia" ; p. 283.

[2] Pp. 268-270.

[3] *Ibid.*, pp. 271-272.

[4] Pp, 290-291, Des caractérisations des agents russes en Roumanie : Stuart, à Bucarest, était un esprit positif, étranger aux rêveries panslavistes, bien différent de son aide Zolotarev et du consul de Jassy, Jacobson, marié à une Roumaine ; pp. 291-292.

www.dacoromanica.ro

pendant la guerre de Crimée, Mazar-Pacha ; Brătianu a eu soin de déclarer qu'il ne lui a jamais confié une mission et, quant à l'idée d'une occupation de la Bulgarie par des troupes roumaines, elle était connue par les documents que nous avons résumés dans la *Correspondance de Charles I-er :* elle ne peut pas être mise en rapport avec le voyage de Lakeman, qui *n'y est pas même mentionné.* Du côté roumain, on n'eut jamais un échange de vues avec Ali-bey, représentant de la Turquie à la Commission du Danube, qui paraissait venir pour un engagement avec la Puissance suzeraine. La mission de Démètre Brătianu, connue aussi, ne tendait qu'à obtenir des Turcs des assurances concernant l'intégrité territoriale et le caractère juridique du pays pendant la guerre qui s'annonçait déjà.

Du côté des Russes, la mission demi-officielle à Bucarest de Nélidov, simple agent de la politique personnelle d'Ignatiev, en dépit des instructions ultérieures venues de Pétersbourg, a une importance qui n'est pas relevée ; elle ressort de ses Mémoires et nous l'avons examinée plusieurs fois avec tout ce qu'elle cachait sous le rapport des prétentions russes sur la Bessarabie [1]. Mais M. Sumner emploie les rapports des agents secrets russes Bobrikov et Parensov, qui doivent être comparés dorénavant pour les détails de ces négociations [2]. L'auteur paraît vouloir excuser l'attitude plus que méprisante, haineuse, de Gortchacov à l'égard de la Roumanie par les informations qu'il avait sur les rapports du gouvernement de Charles I-er avec les autres Puissances sous la sauvegarde desquelles étaient placées—il ne faut pas l'oublier —, par le traité de Paris, les Principautés. Les intentions de la Russie à l'égard de la Bessarabie une fois connues, les Roumains avaient bien le droit de se chercher partout ailleurs un appui. Il faut affirmer aussi que, quelque qualification on

[1] Voy. *Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale*, III, p. 131 et suiv.; *Politica externă a regelui Carol ; Războiul pentru independența României ; La place des Roumains dans l'histoire universelle*, III.

[2] Dans les *Rouskaia Starina*, 1899, 1900, 1902-1903, 1905, 1912-1913 (Parensov a donné en 1901-1908 un ouvrage complet : *Iz prochlogo).* Aussi les mémoires de d. A. Skalon, confident du Grand Duc Nicolas, *Moï vospominaniya 1877-1878 goda* (Pétersbourg 1913, 2 vol.) et d'un autre intime du commandant en chef, M. A. Hasenkampf, *Moï dnevnik 1877-1878 goda*, Pétersbourg 1908 (aussi dans le *Vestnik Evropy*, 1905).

www.dacoromanica.ro

veuille donner à l'opposition contre la convention militaire avec les Russes, la conversation politique que Brătianu avait pu obtenir ne sera guère observée par les Russes ; il n'y avait à Bucarest aucun „russophile" : on ne faisait que se plier à une nécessité inexorable, cherchant une forme pour que le passage de l'armée russe n'ait pas un caractère d'invasion et sans attendre de la guerre, un agrandissement, on cherchait désespérément des garanties pour l'intégrité territoriale qu'on savait être menacée. Il ne faut pas croire que Kogălniceanu, qui craignait les intentions des Russes, connaissant, sinon les derniers engagements, ceux de Reichstadt, eût été contre la participation à la guerre parce qu'il soupçonnait que Charles I-er l'aurait employé pour arriver à une dictature[1] !

Les armées russes se mirent en mouvement pour arriver, d'après une décision secrète, à la destruction totale de l'Empire Ottoman[2]. Mais Chouvalov, Noricov et même Gortchacov étaient, avant même les premières difficultés militaires, pour la „petite paix[3]; elle devait contenir la création d'une autonomie bulgare, des concessions territoriales pour le Monténégro — et la reprise des districts bessarabiens[4]. Tout en se réservant „l'occupation temporaire de Constantinople", on assurait les Anglais qu'on n'a pas l'intention d'y rester[5]. Dans les négociations avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, la diplomatie russe élargissait ce programme, une certaine extension pour la Serbie étant introduite, mais la principauté, pour la punir de n'avoir pas marché dans le sens russe, devant rester vassale ; *l'indépendance de la Roumanie, qui n'avait pas été encore amenée à prendre les armes, ne pouvait être accordée que par une entente européenne ;* il était question aussi d'un dédommagement au-delà du Danube pour la perte de la Bessarabie. Pendant ce temps, au quartier général russe en Roumanie, sur le point des discussions avec le gouvernement anglais, le conflit du grand Duc Nicolas avec Gortchacov se déclanchait, véhément[6]. Le parti de la guerre, qui avait „capturé"

[1] P. 300.

[2] P. 302. Le chapitre *Plevna* est surtout nouveau par l'analyse des rapports anglo-russes et des courants d'opinion publique dans les deux pays.

[3] P. 311.

[4] P. 312.

[5] P. 313.

[6] Pp. 314-315.

www.dacoromanica.ro

le Tzar, remporta la victoire et à Vienne il y eut les premières appréhensions [1], que lord Derby, ignorant les conventions, crut pouvoir employer pour une action commune [2]; en juillet Andrassy déclarait ce qu'il ne peut pas tolérer: à côté de l'annexion de la Roumanie ou même, d'un protectorat russe, de la „sécundo-géniture" russe (ou autrichienne) dans les Balcans, l'occupation de Constantinople, le grand État slave du Sud, le protectorat des orthodoxes, *le règlement définitif sans l'acquiescement de l'Europe* [3]. Une guerre avec les Anglais, dont la flotte paraissait devant Constantinople, commençait à se dessiner.

Rien de nouveau sur la collaboration militaire des Roumains. Plutôt pour les négociations avec le prince Milan [4] et les missions à Belgrade de Tsérételev et de Bobrikov. Les rapports avec la Grèce étaient d'un moindre intérêt, mais déjà en avril, avant le moment de la suprême crise de Plevna, Gortchacov parlait du „démembrement définitif de la Turquie", jusqu'à demander aussi un concours militaire, promettant d'envoyer des armes à Corfou [5]. Mais pour la première fois dans un ouvrage d'un Occidental l'état d'esprit après les premières défaites est pris en considération en Russie. Aussi du nouveau sur l'expérience avec les Bulgares.

Après la victoire, Nélidov pouvait demander aux Turcs une Bulgarie occupée par les Russes pendant deux ans, l'indépendance de tous les pays chrétiens du Sud-Est européen, l'autonomie pour la Bosnie-Hérzégovine, avec une „situation spéciale", qu'on finit par abandonner, pour l'Autriche-Hongrie, la révision du régime des détroits, la réannexion de la Bessarabie [6]. Ignatiev voulait que, *pour la cession de la Dobrogea, le nom de la Roumanie ne soit pas prononcé à Bucarest.* Gortchacov admettait „une sanction collective pour les questions touchant aux intérêts généraux" [7]. Ignatiev voulait une conférence à Constantino-

[1] P. 316.

[2] Pp. 320-321. Andrássy voulait tous les avantages sans rien risquer.

[3] Pp. 321-322. Le Tzar déclara les accepter. Des offres de paix par l'attaché anglais, pp. 322-323. L'Angleterre menaçait d'une intervention armée.

[4] P. 328 et. suiv.

[5] Pp. 332-333.

[6] Pp. 340-341.

[7] P. 342.

www.dacoromanica.ro

ple sous les auspices de la victoire [1]. Mais Gortchacov aurait voulu avoir l'acceptation d'Andrassy [2].

Le chaos des négociations pour l'armistice et le traité de San-Stéfano s'éclaire mieux par la formidable information de l'historien anglais. On peut suivre d'un moment à l'autre les phénomènes d'hystérie collective qui se produisent à Pétersbourg et à Londres sur la question de l'occupation de Constantinople par les Russes ou les Anglais. Jamais une tragédie diplomatique, accompagnée par la musique guerrière d'un quartier général, n'a été plus ridicule.

M. Sumner présente le projet aventureux d'Ignatiev, qui voulait soumettre, amicalement, les Turcs vaincus à un protectorat russe et la ruine de sa situation. Il s'occupe dans un autre chapitre des machinations habiles d'Andrassy autour de l'armistice et du traité. En décembre, Alexandre II avait averti secrètement François-Joseph de ses intentions concernant les „bases" de la paix [3]. Il l'assurait que „la lettre de nos arrangements" est observée, ajoutant, ce qui n'était pas cependant une ironie : „Une coopération de Ta part les aurait rendues aussi complètes que je l'eusse désiré" [4], La réponse, vague, ne fut pas aimable. Le monarque austro-hongrois s'excusait de n'avoir pas participé à une guerre dont le premier but avait été d'autant plus modeste. Il déclarait que l'heure de la dissolution ottomane n'était pas arrivée et donc pas aussi celle des décisions de Reichstadt. Il croyait que la fin de l'Empire des Sultans doit être naturelle et admise par la conscience européenne [5]! Le réponse du Tzar affirme que la seule situation qui s'impose est celle d'une Bulgarie autonome, garantie contre l'anarchie par l'occupation russe et que son honneur demandait que la Bessarabie méridionale revienne à la Russie. En échange, son „cousin" de Vienne peut s'installer même comme Souverain en Bosnie-Herzégovine [6], qui lui aurait été offerte par les Turcs, étant refusée par „loyauté". Quoi qu'il en soit pour cet échange, la Russie ne peut pas abandonner ce qu'

[1] Pp. 342-343.
[2] P. 345.
[3] Pp. 428-429.
[4] P. 428.
[5] Pp. 429-430.
[6] Pp. 431-432.

www.dacoromanica.ro

elle a gagné. Une paix séparée n'empêche pas des accords ultérieurs. C'est un „oukaze", aurait dit François-Joseph. Mais les dispositions guerrières d'Andrassy rencontrèrent l'opposition des cercles militaires : *la Monarchie ne pouvait pas se battre* [1].

Dorénavant la lutte contre l'outrecuidance russe fut transportée sur le terrain, admis depuis longtemps par Gortchakov lui-même, de la conférence européenne. Mais le chancelier russe ne voulait pas la simple conférence qui aurait pu se réunir à Vienne même, mais plutôt un congrès que Bismarck devait, immanquablement, attirer à Berlin. Andrassy était gagné à cette idée dès le mois de mars [2]. Mais l'Angleterre voulait que toutes les clauses de San Stéfano soient soumises à un examen. Plutôt la guerre, fût-ce même avec l'Autriche-Hongrie, fut la réponse russe [3].

Mais par la volonté conciliatoire de Bismarck il fallut bien arriver aux „conversations à trois" de Vienne, qui, ne pouvant pas agir, avait elle aussi une satisfaction, attendant son lambeau de Balcans. Pendant ce temps le traité était signé et ratifié. Une mission d'Ignatiev à Vienne suivit, comme s'il devait faire acte de résipiscence pour sa politique continuellement anti-autrichienne. On lui imposa non seulement l'ocupation de la Bosnie-Herzégovine, mais aussi, pour observer la Serbie, celle du Sandchak, avec le droit d'occuper l'île d'Ada-Kaleh, aux cataractes du Danube. Il était question aussi d'une annexion le long de l'Adriatique pour surveiller les Monténégrins ; l'occupation russe en Bulgarie devrait se borner au terme de six mois [4]. Mais pour Andrassy ce n'était qu'un point de départ. On continuait à discuter sur le compte de la „Grande-Bulgarie". On n'était plus sur le terrain des anciens engagements secrets ; à ceux de Gortchakov, Ignatiev voulait substituer le sien. Mais, ne s'étant pas entendu avec Andrassy dans la défense de son traité à lui avec les Turcs, il se vit désavoué à Pétersbourg (avril). Or, les propositions russes, au mois d'avril, furent rejetées par Vienne.

Un chapitre de quelques pages, *Bucarest*, traite de l'attitude des Roumains dans la question de la Bessarabie : rien n'est ajouté à l'information roumaine que nous avons. M. Sumner se rap-

[1] Pp. 432-433.
[2] P. 435.
[3] Pp. 437-438.
[4] Pp. 446-448.

www.dacoromanica.ro

porte [1], à une discussion dans la revue „*Le Monde Slave*", 1908, pour affirmer que le Tzar avait communiqué à Brătianu qu'il n'entend pas céder sur la question de la Bessarabie.

Suit l'histoire des négociations entamées à Londres par Chouvalov, qui considérait le traité de San-Stéfano comme une immense „stupidité" [2]. On y voit les efforts vains d'une diplomatie travaillant plutôt pour elle-même. Il s'agissait d'empêcher le congrès par l'abstention des Anglais. Plus intéressante aurait été une étude de l'état d'esprit en Angleterre par l'analyse des manifestations de la presse et de la pensée politique. A Pétersbourg, pendant que l'opinion se préparait pour une guerre, le Tzar craignait une intervention armée des Anglais, qui prenaient seulement du temps pour s'y préparer. On discutait surtout sur les annexions en Asie.

On obtint le partage en deux de la Bulgarie, qui ne devait pas toucher les rives de l'Archipel[3]. Et le gouvernement anglais déclare quelle est la compensation qu'il demande pour l'extension de la Russie: l'île de Chypre. Désormais il n'y avait qu'à discuter les frontières des deux Bulgaries. On examinait du côté anglais les prétentions de l'Autriche-Hongrie sur l'Herzégovine [4]. Le chantage de Londres finissait comme celui de Vienne, et la Russie pouvait espérer que les clauses de San Stéfano resteront en grande partie, malgré la révision qu'on attendait à Berlin et qui ne dépassa pas ce qui avait été déjà fixé dans les négociations secrètes.

Pour le congrès de Berlin, l'historien anglais offre une caractérisation juste des délégués. Les représentants du Sultan, un Grec chrétien, un rénégat allemand et un imbécile turc, rudoyés par Bismarck tous les trois, n'apportaient rien d'écrit, mais l'intimation verbale de demander qu'on admette une frontière sur la ligne des Balcans, Varna y comprise, — c'est-à-dire l'abandon par la Russie d'une large partie de ce qu'elle avait gagné à San-Stéfano [5]. Pour les nations intéressées sur place au règlement de la nouvelle situation, Bismarck, ne les considérant pas comme viables et les jugeant „en dehors du cercle de la

[1] P. 466, note 1.
[2] P. 471.
[3] P. 489.
[4] P. 496.
[5] P. 510.

www.dacoromanica.ro

civilisation européenne", avait le plus profond mépris [1]. Il demanda qu'on ne lui parle pas des Roumains de Macédoine, des „Koutzo-valaques" qui venaient embrouiller des questions déjà assez épineuses [2].

Les Russes avaient défendu aux Bulgares de paraître [3]. Un mémorandum contre l'ocupation austro-hongroise fut présenté par les délégués de la Bosnie-Herzégovine [4].

Beaconsfield commença par demander que les Russes se retirent des environs de Constantinople, et Bismarck fit qu'on passe outre [5]. Les Anglais imposèrent pour la „Bulgarie du Sud" le titre malencontreux de „Roumélie Orientale", qui ne correspondait à rien. Les Austro-Hongrois gagnèrent le Sandchak, ils voulaient faire entrer Sofia dans la „Roumélie" conservée au Sultan. Varna fut sauvée pour la Bulgarie. L'immixtion militaire des Turcs dans la province bulgare autonome fut limitée au droit de nommer les officiers de la milice locale. L'évacuation des régions occupées par les Russes fut arrangée à l'amiable. Au commissaire russe pour la Bulgarie on imposa la collaboration d'un autre commissaire, turc, et celle des consuls des Puissances. L'Autriche-Hongrie eut le Sandchak. Il y eut une indication d'expansion pour la Grèce. Tout cela était déjà connu, mais l'emploi de la correspondance diplomatique anglaise par l'auteur ajoute du nouveau pour les détails.

Le Tzar fut indigné de voir restreindre à un tel degré l'influence qu'il croyait avoir par ses victoires définitivement gagnée et il en accusa Chouvalov, qui fut disgrâcié. Gortchacov considérait la politique des trois empereurs comme ensevelie à Berlin, et Bismarck, de son côté, tourné vers l'Autriche-Hongrie, finit par le reconnaître: un traité conclu en 1879 semblait sceller ce changement de direction, mais après deux ans l'ancienne Triplice devait réapparaître. L'opinion publique russe se dirigea contre l'Allemagne dont l'autorité dictatoriale avait imposé un traité qu'elle croyait offensant pour la Russie. Milioutine, le ministre de la guerre, qui avait conservé sa place, rêvait d'une confédération

[1] P. 511.
[2] Pp. 511-512.
[3] D'après Siméon Radev, p. 512, note 3.
[4] Pp. 530-531.
[5] P. 515.

www.dacoromanica.ro

du Sud-Est européen, Turquie et Roumanie y comprises, sous l'égide russe [1]. Bientôt la brutale franchise d'Alexandre III posera, dès 1881, la prise de Constantinople comme but suprême de la politique russe, les „Slaves" devant servir la Russie et pas être servis par elle [2].

Des annexes traitent de la part qu'on peut attribuer à la Russie dans le mouvement en Bosnie et Herzégovine,—elle aurait été, au début, d'après les recherches de M. Temperley, minime—, puis du pacte de Reichstadt (bibliographie et analyse) et des autres conventions avec l'Autriche-Hongrie (reproduction des textes). Sont publiés des documents inédits sur les négociations pour le protocole de Londres, les rapports de l'attaché militaire anglais, Wellesley et des actes sur l'entente anglo-russe en mai 1878. La bibliographie, si riche, rendra de très grands services.

* * *

Après la lecture de cet ouvrage d'histoire diplomatique, si important, on peut se demander si tout est éclairci dans le développement de cette crise de 1877-1878 autour de laquelle il se range. Nous avons maintenant, parmi les correspondances des diplomates, en dehors de ce que les différents „Livres" veulent donner, en entier ou par extraits, celle de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, celle de la France, celle de la Roumanie, celle de la Grèce (dans l'ouvrage de MM. Driault et Lhéritier); M. Sumner a examiné les papiers anglais. Mais beaucoup des Archives d'État n'ont pas livré leurs secrets, celles de l'Empire russe d'abord, celles de la Turquie. Rien n'a été publié d'essentiel du côté de l'Italie. On peut s'attendre encore à des révélations, au moins des mises au point.

Mais, lorsqu'on reprendra le sujet, il y a aussi autre chose à faire: conserver l'action diplomatique, ordinairement tortueuse et venant d'offices et de personnalités différentes souvent contradictoires, mais ajouter les manifestations d'opinion publique dans les journaux, les brochures occasionnelles et les livres et développer surtout ce qui, à côté du verbiage des spécialistes de la diplomatique, dans les évènements mêmes, peut faire saisir et comprendre ces âmes collectives qui, plus que toutes les chancelleries, et parfois contre elles, font l'histoire, la vraie histoire.

[1] Pp. 574-575.
[2] P. 575.

BIBLIOTECA ACADEMIEI REPUBLICII POPULARE ROMÂNE
www.dacoromanica.ro

Imprimerie
„Datina Românească"
Vălenii-de-Munte
(Roumanie)

VERIFICAT
1937

www.dacoromanica.ro